

Pour bouger le syndicalisme,

votez

The logo for SUD Energie features the word "Sud" in a bold, black, sans-serif font above the word "Energie" in a green, cursive script font. The entire logo is enclosed in a thin black rectangular border.

NÉCESSITÉ D'UN SYNDICALISME COMBATIF ET DÉMOCRATIQUE

Pour le patronat et le Gouvernement, toute protection sociale est un archaïsme à détruire, pour leur plus grand profit. Sans résistance collective, sans syndicat, notre situation se dégradera sans limite, comme le montrent les secteurs très peu syndiqués (nettoyage, grande distribution, PME-PMI, etc.)

Mais quel syndicalisme ?

Aujourd'hui, le syndicalisme est en difficulté, victime certes des attaques incessantes du patronat, du poids du chômage et de la précarité croissante des salariés...mais aussi de certaines de ses propres prises de position et pratiques.

Ainsi, les stratégies syndicales, qui visent à s'adapter aux politiques libérales au lieu de les combattre, sont toujours perdantes pour les salariés (privatisation d'EDF et de GDF, réformes successives des retraites, augmentations salariales inférieures à l'inflation, pénibilités bien moins reconnues dans les IEG depuis l'accord signé par certains syndicats cette année...)

Limiter les mobilisations à des journées d'action isolées, empêcher toute construction d'un réel rapport de force basé sur des grèves reconductibles, ne peut conduire qu'à négocier à la marge des contre réformes injustes.

C'est pour répondre à ces limites que des syndicats SUD se sont constitués dans de nombreuses entreprises, regroupés dans l'Union syndicale SOLIDAIRES.

Parce que nous sommes convaincus que de vraies résistances sont possibles, en recherchant systématiquement l'unité, en donnant la parole aux salariés dans l'action, en n'acceptant de signer des accords que sur des bases progressistes.

L'émergence de SUD avait également pour objectif de **mettre en place de nouvelles pratiques syndicales, visant à éviter toute bureaucratisation**, combattre la corruption, l'éloignement des intérêts des agents, construire une organisation non hiérarchique.

Les femmes et les hommes qui se présentent pour SUD n'en attendent aucun privilège. **Ils défendent les droits de tous les salariés travaillant dans nos entreprises, quels que soient leur contrat**, qu'ils soient adhérents ou non.

UNE FORTE CROISSANCE DEPUIS 2007, QUI DOIT SE CONFIRMER AUJOURD'HUI

Pendant longtemps, le cadre législatif rendait extrêmement compliquée l'activité de nouveaux syndicats. **Depuis la loi de 2008 sur la représentativité syndicale, SUD Energie peut présenter des listes dès le premier tour des élections.**

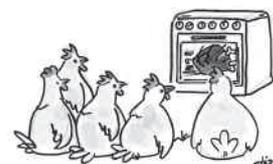
Même si les Directions continuent à discriminer SUD Energie, elles n'ont pu empêcher un développement important de notre syndicalisme. Ainsi, nous pouvons aujourd'hui présenter des listes sur beaucoup d'établissements (couvrant environ 40% des salariés d'EDF SA).

Dans tous les établissements où nous atteindrons 10% des suffrages, nous aurons accès aux mêmes droits et moyens que les autres organisations, nous pourrions agir plus facilement, en particulier déposer des préavis de grève, participer aux négociations.

Ces dernières années l'ont montré, partout où SUD Energie a la possibilité de s'implanter, nous mettons en œuvre nos valeurs et nous pesons dans les rapports sociaux, au niveau local bien sûr, mais également progressivement au plan national. **Ainsi, lors du conflit du printemps 2009, nous avons montré notre capacité à initier et organiser la mobilisation dans certaines unités, mais également à aider à sa coordination là où nous étions présents.**

- Si vous souhaitez voir évoluer le syndicalisme,
- Si vous voulez que SUD Energie ait réellement les moyens de vous défendre

**CERTAINS IMAGINENT
QUE CELA N'ARRIVE QU'AU
CINEMA...**



**ON PEUT ACCEPTER DE SE LAISSER FAIRE...
NOUS, NOUS AVONS CHOISI
DE NOUS DÉFENDRE ET DE LUTTER**

Votez SUD Energie

NOS REVENDICATIONS



➤ POUR UNE RETRAITE DÉCENTE POUR TOUS

Les retraites, comme l'ensemble des systèmes sociaux (santé, éducation, etc.) sont attaquées sous prétexte qu'elles coûtent trop cher. Or les déficits sont bien plus liés à une répartition de plus en plus injuste des richesses qu'au vieillissement de la population. En reculant l'âge de la retraite, le Gouvernement tourne le dos à un siècle de progrès social. Et quand tant de personnes sont privées de travail, contraindre les salariés à travailler plus longtemps est une véritable abération.

NOUS VOULONS :

- Une retraite pour tous à 60 ans, 37,5 annuités, à 75% du salaire, une indexation des pensions sur les salaires.
- Un effort particulier pour les plus petites retraites (pas de retraite en dessous du SMIC, taux de remplacement plus élevé pour les petits salaires)
- Une véritable reconnaissance de la pénibilité
- Une augmentation de la part des richesses consacrée aux retraites

➤ POUR DES RÉMUNÉRATIONS PLUS JUSTES

Nos directions voudraient nous convaincre qu'il est normal que l'argent aille en priorité aux actionnaires et non aux salariés, normal que les écarts de salaire se creusent ; normal de dévaloriser certains métiers – pourtant souvent les plus pénibles ou les plus féminisés ; normal que les rémunérations soient de plus en plus opaques, individualisées et à la main du management.

NOUS VOULONS :

- Une réduction des écarts de salaire
- Des augmentations égales pour tous et toutes et non en pourcentage du salaire (car 5% d'augmentation, c'est 250€ de plus pour un cadre gagnant 5000€ par mois...mais seulement 60€ pour un salarié à 1200€ par mois)
- 300€ pour tous immédiatement. L'intégration des primes et de l'intéressement dans le salaire
- La stricte application de l'égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes
- L'application des grilles salariales d'EDF-GDF comme minima pour les personnels extérieurs
- La transparence complète des rémunérations

➤ POUR UN PLAN D'EMBAUCHE IMPORTANT

Des dizaines de milliers d'emplois statutaires ont été supprimés, les métiers disparaissent un à un, sous-traités à des entreprises pratiquant le dumping social au détriment de tous les salariés.

NOUS VOULONS :

- Un plan d'embauche important dans les IEG
- L'arrêt de la sous-traitance et de l'intérim, et l'embauche au statut des salariés de ces entreprises
- Un plan de titularisation pour tous les salariés sous contrats divers

➤ CONTRE LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Stress, dépressions, placardisation, souffrance au travail, et parfois suicides : telles sont les conséquences de l'évolution du management dans l'entreprise, mettant en concurrence les salariés entre eux, détruisant les collectifs de travail.

NOUS VOULONS :

- La reconnaissance du travail des agents en remplacement d'une logique d'évaluation et de contrôle constants.
- L'arrêt des réorganisations constantes et injustifiées, des découpages en filiales.

➤ POUR UNE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Pour partager le travail et permettre à chacun d'accéder à l'emploi.

Pour permettre un équilibre entre vie professionnelle et familiale, améliorant ainsi les conditions de vie et contribuant à réduire les inégalités homme-femme (lorsque le temps de travail est trop important, les femmes sacrifient bien souvent leur carrière). Pour ne pas arriver épuisés ou malades à la retraite.

NOUS VOULONS :

- Les 32h pour tous, sans perte de rémunération globale et sans intensification du rythme de travail, grâce à des embauches équivalentes
- Moins de 32h pour les métiers pénibles

➤ POUR TRAVAILLER POUR LE SERVICE PUBLIC, PAS POUR LA RENTABILITÉ FINANCIÈRE

Les conséquences désastreuses de la libéralisation et de la privatisation du secteur de l'énergie sont chaque jour plus évidentes, pour les usagers et la collectivité, mais aussi pour les salariés.

Nous continuons à payer un combat mal mené en 2004. Mais nous devons poursuivre la bataille, aux côtés des mouvements citoyens concernés.

NOUS VOULONS :

- Le retour à un monopole public contrôlé par les citoyens
- Le maintien des tarifs réglementés
- Des investissements tournés vers le service public et non vers une course au gigantisme
- Une politique ambitieuse de maîtrise de la consommation et de développement des Energies Renouvelables